

Dynamique nouvelle de l'industrie du palmier à huile au Gabon

Olam Palm : les défis à venir du 3e futur producteur africain de " l'or rouge "

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Si, avec Olam Palm, le Gabon est en passe de devenir le 3e producteur africain d'huile de palme, les défis à relever ne manquent pas. Il va devoir affûter ses armes sur un marché sous-régional et international où la concurrence est âpre, et les barrières à l'entrée complexes et subtiles.

« **DANS** un proche avenir, nous ouvrirons deux nouvelles usines de transformation d'huile de palme à Mandji et Moutassou », a déclaré, le 11 avril 2017, Julio Bodenga, responsable des Ressources humaines de la plantation Olam Palm Gabon à Mouila. Ces deux nouvelles usines de production de CPO (huile de palme brute) viendront s'ajouter aux deux usines déjà fonctionnelles des palmeraies d'Olam à Mouila (site Bilala) et de Kango (site Awala). Ces implantations d'usines participent d'une stratégie pour l'État gabonais et Olam Palm Gabon de rapprocher les usines de la matière première, c'est-à-dire les régimes de noix de palme. Certainement dans l'intention de comprimer les coûts de la logistique, pour l'approvisionnement des usines en matières premières et, partant, maîtriser les charges d'exploitation.

Les plantations à grande échelle, l'édification des usines, les cités des ouvriers sorties de terre participent à l'aménagement du territoire, par la création des bassins agro-industriels, sources de flux humains et financiers. Avec le rachat des actifs de Siat Gabon (palmeraie et usine de raffinage de Lambaréné), Olam Palm devient l'acteur majeur de " l'or rouge " sur le territoire national.

Mais ce rôle de mastodonte lui vaut la responsabilité de porter les défis de la filière toute entière, et des recettes de l'État qui en découleront.

Le premier des défis repose sur la stratégie de management et d'anticipation de la fluctuation des cours internationaux de l'huile de palme à adopter, afin de conférer à la major Olam plus ou moins de flexibilité, en cas de revirement de conjoncture.

Cette stratégie doit intégrer l'accompagnement (par l'administration publique ?) des palmeraies villageoises, comme maillon de la production nationale de régimes de palme.



Photo : P.P/Gildas Mounié

Le chef de l'Etat dévoilant la plaque inaugurale de la 2e usine d'Olam, à Bilala, dans la Ngounié.

L'autre défi est lié à la conquête des parts de marché au niveau sous-régional et international. Produisant du savon et de l'huile de table, la raffinerie de Lambaréné ne pourra pas absorber toute l'huile de palme brute. En 2016, Olam Palm a exporté 1000 tonnes d'huile de palme crue. Or, quand ses plantations arriveront à maturité, le groupe va produire environ 350 000 tonnes métriques d'huile de palme brute. La recherche des débouchés s'impose maintenant, car la bataille pour des nouveaux marchés sera rude. Deuxième producteur africain avec 400 000 tonnes d'huile, la Côte d'Ivoire va porter à 600 000 tonnes sa production d'huile en 2020. Venant ainsi grignoter des parts sur le marché africain qui représente un besoin de 9% de la production mondiale, et aiguise les appétits des deux ogres mondiaux de l'huile de palme, l'Indonésie (1er producteur avec 26,8 millions de tonnes en 2013) et la Malaisie (19,2 millions de tonnes en 2013 - source FAO).

Comme la consommation africaine ne représente que 4% de la production mondiale, l'État gabonais devrait batailler pour obtenir une portion des 5% du besoin des Africains en huile de palme. La prospection des marchés internationaux reste donc un enjeu pour le Gabon.

La signature des accords commerciaux pour attaquer des grands marchés sous-régionaux comme le Nigeria, la RD Congo, l'Angola pourrait constituer un levier accélérateur des exportations gabonaises. Mais cela suppose aussi une compétitivité-prix, obérée par le coût des facteurs de production et l'écosystème des exportations.

Au Cameroun voisin (4e producteur africain à l'horizon 2020), le groupe Bolloré, acteur majeur de la production de l'huile de palme, a l'avantage de maîtriser la logistique des ports. Certes, Olam s'est lancée dans la construction de ses propres infra-

structures portuaires, mais Bolloré dispose d'une longueur d'avance, au regard de sa flotte maritime pour



Photo : FBEM

Des régimes de palme : " l'or rouge " du Gabon dans 10 ans.

le fret. De plus, Olam Palm Gabon doit construire une image de marque pour son huile

de palme. Certes, la certification RSPO est un pas, mais le Gabon devra anticiper le travail de sape des

groupes de pression hostiles à ce que le marché de l'huile de palme des pays du Sud (y compris ceux d'Asie) dépasse le taux actuel de 25 % de parts de marché des huiles végétales, consommées dans le monde.

Enfin, les barrières subtiles, comme la " taxe Nutella " sur l'huile de palme défendue par le sénateur français Yves Daudigny, en 2013, sont autant d'entraves que le producteur gabonais devrait intégrer dans sa stratégie de conquête du marché international.

Avis d'appel d'offres

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/BEAC/LBV/AONO/Biens/04/2017 du 14 avril 2017 pour la fourniture et l'installation de deux (02) onduleurs triphasés 80 KVA au Plateau Informatique de la Direction Nationale de Libreville

Dans le cadre de l'exécution de son programme mobilier, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) envisage d'acquérir, sur fonds propres, deux onduleurs triphasés de 80 KVA.

A cet effet, elle souhaite s'attacher les services d'une entreprise pour la fourniture et l'installation de ces onduleurs.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Code des marchés et du Manuel de procédures de gestion des marchés de la BEAC.

Les entreprises désirant visiter le site pourront le faire avant la date limite de dépôt des soumissions et doivent en informer la BEAC LIBREVILLE, au plus tard deux jours avant leur passage:

- par courriel aux adresses suivantes : mbasylvestre@beac.int et rgmboumba@beac.int
- par téléphone au numéro 00241 01 76 02 06 – 00241 01 76 13 52

Les entreprises intéressées peuvent obtenir un complément d'informations, consulter et acheter le dossier de sélection rédigé en français à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés, contre la somme non remboursable de XAF 100 000 (cent mille francs CFA).

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – LIBREVILLE
Avenue Jean Paul II
✉ : BP 112 Libreville – GABON
☎ : +241 01 76 13 52 / 01 76 02 06
🌐 : +241 01 74 45 63 - Site web : www.beac.int

Le paiement devra être effectué en espèces aux guichets de la BEAC à LIBREVILLE (Service Gestion Administrative des Marchés, 2^{ème} étage de l'immeuble). La participation à la présente sélection est conditionnée par ledit paiement.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées à l'adresse indiquée ci-dessous, au plus tard le **Vendredi 05 mai 2017** à 12 heures.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – LIBREVILLE
Avenue Jean Paul II
✉ : BP 112 Libreville – GABON ☎ : +241 01 76 13 52 / 01 76 02 06
🌐 : +241 01 74 45 63 - Site web : www.beac.int

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les plis seront ouverts à LIBREVILLE en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui souhaiteraient assister aux séances d'ouverture, le **vendredi 05 mai 2017** à 14 heures 00.

Libreville,

Le Président de la Commission ad hoc,